

Le Libertaire

Pour l'Administration du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à **Georges VIDAL**

QUOTIDIEN ANARCHISTE

9, RUE LOUIS-BLANC. — PARIS (10°)

Après 20 heures, 123, rue Montmartre. — Téléphone : Louvre 12-11

Pour la Rédaction du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à **André COLOMER**

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER
Un an... 46 fr.	Un an... 50 fr.
Six mois... 23 fr.	Six mois... 25 fr.
Trois mois... 13 fr.	Trois mois... 15 fr.

Chaque postal Ferand 538-85

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Madeleine Colomer arrêtée avec des documents

Une honte

Ce régime de boue et de sang, dans lequel palange le fou tragique Léon Daudet, n'est édifié que pour le mensonge. Sur le mensonge il se base. Par le mensonge il se maintient.

Dès que des hommes, détenant des faits ou des documents pouvant servir la Vérité, se permettent de les révéler, ces individus sont considérés comme des criminels. On les met au ban de la société. Ils sont suspectés, accusés d'assassinat, perquisitionnés, interrogés, arrêtés.

Et ceux qui étouffaient, masquaient, maquillaient, trahissaient ces faits pour échafauder un épouvantable monument de mensonges, ceux-là sont les honnêtes gens, respectés de tous, écoutés, obéis au doigt et à l'œil par le gouvernement et la police.

Mais voici le comble de l'ignominie : Des documents sont confiés à Georges Vidal par un inconnu avec prière de les révéler dans le cas où il lui arriverait quelque chose. L'inconnu disparaît après avoir fait connaître son intention inébranlable de commettre un acte de rébellion. Nous nous inquiétons de ne plus rien savoir. Subitement nous apprenons un suicide. Et quand nous avons fini par découvrir l'identité de ce suicidé et qu'indubitablement nous trouvons en lui l'auteur des manuscrits, nous nous décidons à les publier.

Mais, comme des ennemis du début qui sont aussi nos ennemis, risquent fort, s'ils apprennent quelque chose, d'employer tous les moyens pour nous subtiliser le précieux dépôt, nous prenons copie des poèmes et Georges Vidal envoie l'original à sa mère, Madame Vidal, à Marseille.

La publication a lieu. Et, malgré nos affirmations, les gens d'Action Française nient l'authenticité du document. Il nous faut, pour que la Vérité éclate, faire revenir l'autographe et le livrer à la publicité.

Nous confions à notre camarade Madeleine Colomer (Hauteclaire) la mission de partir pour Marseille et de nous rapporter les feuillets écrits de la main de Philippe Daudet.

Ce qu'il en coûte de servir la vérité ou le récit d'un séjour à la Police Judiciaire

Nous avons publié, dans notre numéro spécial, les documents littéraires de Philippe Daudet : « Parfums Mau-dits », mais MM. Pujol et Maurras ayant mis leur parution, l'authenticité de ces documents, il était de notre devoir d'en prouver la véracité.

C'est pourquoi notre camarade Madeleine Colomer, partant pour Marseille, se rendit au domicile de Madame Vidal mère, où se trouvaient les manuscrits en question.

En mission
Après avoir passé une nuit blanche en chemin de fer, notre amie arrive enfin, en possession des pièces et reprend le soir même le train pour Paris. Autre nuit en chemin de fer. Voyage exténuant. Arrivée à Paris gare de Lyon hier matin.

L'arrivée
Mais laissons la parole à Madeleine Colomer :
« Il était 9 h. 10 quand, assez lasse, je descendais du wagon où j'avais été enfermée une quinzaine d'heures. Sur le quai, je remarquai quelques personnages qui, certainement, devaient avoir des accointances avec la Préfecture de Police. Ils me laissèrent pour-lant sortir, mais arrivée dans le hall, un homme m'aborda :

« Elles-vous polonaise ? (c'est du moins ce que je crus comprendre). Je répondis non, j'allais enfin sortir quand j'entendis crier : « C'est elle ! Arrêtez-la ! »

Je n'en continuai pas moins mon chemin, mais dans la rue je fus une seconde fois accostée par un monsieur qui me dit :

« Je suis inspecteur de police ! » Je lui ai demandée sa carte — c'était mon droit — il me répondit : « Tout à l'heure ! Tout à l'heure ! »

Au même instant, d'autres policiers furent délégués en divers endroits où l'on pensait m'arrêter, notamment à no-

Ainsi fait-elle. Mais, à son arrivée, les policiers de Poincaré, aux ordres de Léon Daudet, arrêtèrent Madeleine Colomer, la conduisant au quai des Orfèvres. Et là, dans les salles de la Police Judiciaire, devant son refus de rien répondre ni de rien donner, ils la fouillèrent. Les manuscrits de Philippe Daudet sont saisis.

De 9 heures du matin à 5 heures du soir notre camarade qui avait passé en chemin de fer deux nuits consécutives dut attendre le bon vouloir de Sa Majesté Léon, le Pou...

Ainsi, pour s'être chargée d'une mission qui avait pour but de faire la lumière parmi les mensonges et les calomnies, une jeune femme est arrêtée et fouillée sur l'ordre des menteurs et des calomnieux eux-mêmes.

Daudet peut perpétrer sa politique à coups de cadavres, escamoter les dernières volontés des morts, intoxicquer l'opinion publique de tous les poisons que distille la pourriture de son cerveau — cela ne gêne pas Poincaré. Cela lui rappelle les heureux temps de sa guerre durant lesquels, en compagnie du Gros Léon, il se pâmait, bête de jouissance, au récit des « héroïques combats » qui devaient rendre « leurs bêtes plus beaux ».

Cela leur rappelle aussi le temps joyeux des libres exécutions capitales — au poteau criblé sans arrêt de balles.

Allons, Poincaré-Daudet, ne vous gênez pas. Faites donc la mesure comble. Allez-y fort tout à votre aise !

Et faites arrêter les militants de ce journal, inculpez-les d'assassinat, envoyez-les en Cour d'Assises, intéressez-les au procès et faites-les condamner à mort — pour assassinat de Philippe Daudet, mort par votre faute, pour ce crime et pour tous les crimes dont vous portez mal le remords...

Osez cela, et je vous promets que la coupe débordera bien au delà des bords du vase.

Avec confiance nous vous attendons à l'œuvre.

LE LIBERTAIRE.

besoin de m'interroger. Il était, à ce moment, midi moins vingt.

« Je n'avais rien pris en descendant du train. On me demanda si je voulais déjeuner. L'offre me parut gênante et je refusai.

« J'appris une heure après qu'il y avait un restaurant chargé d'approvisionner les prévenus et témoins retenus à la Police Judiciaire. J'acceptai alors de faire monter, à mes frais, quelque chose de ce restaurant.

Des journaux, S. V. P. !
« Le commissaire qui m'arrêta M. Riboullet, vint dire plusieurs fois à ses subordonnés : « Tenez compagnie à Madame ! »

« Je compris que cela voulait dire : Ne laissez pas seule le témoin car peu de temps après, on ajouta, « Vous n'êtes pas prévénus ! » Ce à quoi je m'empressai de répondre :

« Je l'espère bien ! »

« Pour tuer le temps, mais surtout pour me mettre au courant de l'actualité — car je n'avais rien lu depuis deux jours. Je demandai qu'on me prêtât des journaux — que j'aurais bien voulu lire au restaurant. »

« Quels journaux voulez-vous lire, Madame ? « L'Action Française » ?

« Oui, « L'Action Française »... et d'autres aussi ! »

« Hélas ! je dus me contenter d'un seul journal et je restai ainsi cinq heures ! »

On me dévisage
« Durant cette longue attente, beaucoup d'agents passèrent dans la brigade. J'en reconnus deux qui avaient bien souvent attendu à la porte de notre domicile. Je les avais précisément remarqués stationnant devant notre porte un jour de pluie.

Et ils parlent Anarchie !
« Cinq heures étaient déjà sonnées quand plusieurs de ces messieurs, qui ne cessaient de faire la navette entre le bureau dans lequel j'attendais et les couloirs de l'immeuble, eurent utile de me parler de l'idéal anarchiste. Tous s'accordèrent à trouver notre idéal admirable mais ils s'abstinrent aussi pour le trouver « peu farce qu'il réalisable ». (sic).

« Je pensai tout moi que leur opinion n'était guère inquiétante, ces messieurs n'étant pas plus chargés de réaliser l'anarchie que de rendre pratiques les inventions de Madame Curie ou de Wilbur Wright.

M. Faraliq veut m'interroger
« M. Faraliq me fit appeler et, sous la foi du serment, me demanda de dire la vérité.

« Nous savons, me dit-il, que ce serment vous gêne, anarchistes, mais telle est la loi. »

« La loi ne me gêne pas du tout parce que je dis toujours la vérité. La vérité, c'est ce que je pense. Je pense que je n'étais pas chargée d'une mission par mes camarades pour en rendre compte dans un commissariat. »

« Un des commissaires prenant la parole : « Nous savons tout ce que vous ne voulez pas nous dire. »

« C'est possible. Dans ce cas ma déposition est inutile et ne peut avoir aucun intérêt. »

« C'est alors qu'on me fit signer un refus de déposer.

Vous pouvez partir !
« Maintenant, Madame, vous pouvez partir » me dit M. Faraliq.

« Mais l'autre commissaire, M. Riboullet, me pria de l'attendre. Je l'attendis patiemment une demi-heure et je signai un papier constatant que tout ce que je portais d'objets personnels, m'avait été rendus...

Mais je reviens...
« Une fois dans la rue, je m'aperçus que j'avais oublié la copie de deux manuscrits que nous n'avions pas publié et dont nous ne possédions pas un dou-

ble au « Libertaire » et qui l'avaient été d'ailleurs en mon absence.

« Au moment où j'allais entrer, je rencontrais deux employés de la Préfecture qui se trouvaient sur le palier :

« Elle rentre pour une déposition sensationnelle ! crièrent-ils. »

« J'eus envie de rire, malgré la fatigue du voyage et de l'attente prolongée de la salle de la Brigade.

« M. Faraliq me fit copier les deux manuscrits. Je remerciai et je partis enfin — il était six heures — de ce nouveau lieu des explorations forcées de ma curiosité. »

LUCIEN LEAUTE.

Il adorait son père !

« Philippe nous adorait, sa mère et moi. Il nous le témoignait de mille façons, attentives et exaltées » (Léon Daudet, « L'Action Française » d'hier).

Comment, en ce cas, s'expliquer qu'avant de mourir, Philippe ne mentionna même pas le nom de son père dans la lettre d'adieu à sa maman.

MAKHNO ACQUITTÉ

Tous nos camarades se souviennent de la campagne que nous avons été seuls à mener dans la presse française pour la défense de Makhno. Nous avons fait ressortir la belle figure du révolutionnaire russe, attaqué par tous les partis, emprisonné en Pologne et recherché en Russie. Devant les universelles protestations des anarchistes du monde entier, le capitalisme de Pologne a hésité et notre camarade Makhno vient d'être acquitté.

A propos de notre Quotidien

Nous avons paru — nous le répétons — plus tôt que nous ne l'avions prévu ; sans aucune des préparations qui devaient faire de notre organe un grand et beau journal dès le premier jour.

Mais, camarades lecteurs, vous ne perdez rien pour attendre.

Le Conseil d'Administration.
Le Libertaire va se transformer encore... Vous aurez incessamment la surprise — en l'achetant chez votre marchand — de constater sa métamorphose.

Vous en serez tout joyeux.
Votre quotidien aura alors quatre pages. Il n'aura pas l'air d'un pamphlet comme aujourd'hui.

Patiencez donc quelque peu. Et en attendant prêtez la main à la bonne besogne qui se fait déjà. Aidez, aidez de toute votre énergie, de tout votre cœur le Libertaire quotidien sous la forme actuelle.

Le Conseil d'Administration.
Nous ne sommes pas seuls !

Notre camarade Georges Vidal vient de recevoir la lettre suivante. Et ce ne sera pas la dernière.

Monsieur,

Je lis dans Le Libertaire la lettre que mes amis de Littérature vous ont envoyée. Seule mon absence m'a empêché de la signer. Je m'associe pleinement à eux pour vous adresser mes félicitations.

Jacques BARON.

UNE CHARGE ACCABLANTE



LE ROYAL DINCO. — Je vous amène un témoin qui a tout vu !

Nouvelles commissions rogatoires

Décidément, ces hommes sont encore plus canailles que nous ne le pensions. Après avoir perquisitionné au Libertaire et chez plusieurs d'entre nous, les royalistes (car qui ferait une différence entre l'A. F. et le Gouvernement ?) ont fait mieux. Sur commission rogatoire ils sont allés perquisitionner, à Marseille, chez mes parents et ont interrogé longuement ma mère. Pauvre mère ! Comme si elle pouvait savoir quoi que ce soit sur les infâmes agissements des camelots ! Et enfin, le bouquet, en arrêtant Madeleine Colomer à l'arrivée du train de Marseille.

« Lorsque j'avais connu la personnalité de Philippe Daudet j'avais immédiatement envoyé les manuscrits à ma mère pour les mettre en sûreté et pour qu'ils ne soient pas à la merci d'un quelconque coup de force des gens d'Action Française. Lors-

que les événements se précipitèrent et qu'il nous fallut avoir notre disposition les manuscrits de Philippe Daudet, notre camarade, Madeleine Colomer, fut chargée d'aller immédiatement les chercher à Marseille. C'est ce qu'elle fit. Quand la police arriva chez mes parents, les manuscrits n'y étaient déjà plus, mais Madeleine fut arrêtée à sa descente du train.

« En gare de Paris, et amenée à la police judiciaire, fouillée, elle fut trouvée en possession des manuscrits. Il va sans dire que nous élevons une protestation indignée contre semblable manière d'agir. Il nous est parfaitement indifférent que les manuscrits aient été saisis puisqu'ils avaient été ramenés à Paris pour être communiqués à l'instruction. Mais ce que nous n'admettons pas, c'est que des individus se permettent d'arrêter et de fouiller une camarade pour le plaisir de faire du zèle.

« Les manuscrits saisis sont : le 1° le livre écrit pour moi, par Philippe Daudet, au « Grenier de Gringore » ; 2° les poèmes publiés dans le numéro spécial du Libertaire ; 3° la note écrite au Havre, à l'hôtel Bellevue, par Philippe Daudet et qui me fut remise le vendredi matin, 23 novembre, en même temps que les manuscrits poétiques.

« La police ayant désomais entre ses mains tous les manuscrits dont il a été question ces jours-ci, se trouvera bien obligée de prendre position. C'est tout ce que nous demandons.

Henri Faure à l'interrogatoire
D'autre part notre camarade Henri Faure a passé la matinée à la Police judiciaire. L'interrogatoire a porté sur les faits depuis le vendredi 23 novembre à midi, jusqu'au lundi 26 novembre, jour où Henri Faure alla se renseigner à l'hôpital Lariboisière et fut en parlant sans avoir reçu la moindre indication. Faure n'a pu que répondre, bien entendu, ce que nous avions dit et écrit tous ces jours derniers.

Celui qui ment
Tous ces jours-ci Léon Daudet n'osait encore trop montrer son jeu ouvertement. Par la bouche de Maurras et de Pujol il noyait un venin fétide l'âme ardente de son chagrin peut-être démentiel et qu'il peut, lui même, faire sa besogne.

« Je préfère qu'il en soit ainsi. Je préfère dire directement à ce père toute la haine que lui vouait son fils, à lui et à ses parents. C'est la pitié saine, peut-être, — et on l'a déjà fait — la note écrite au Havre et qui finissait par ces mots : « Pauvres papa et maman ». Cela ne m'embarrasse aucunement, M. Daudet. Car ce n'est pas de l'amour, cela, c'est de la pitié. C'est la pitié que n'importe quel humain éprouve, même pour l'individu qui la mérité le moins.

« C'est la pitié saine que l'on ressent pour le chien enragé que l'on vient d'abattre. Pas plus. Et lorsque M. Léon Daudet se proclame fier d'une telle mention, qu'il se souvienne alors de la dernière lettre d'un fils (lettre maquée par l'ignoble Pujol) et dans laquelle notre petit camarade Philippe au cœur des fervents adieux qu'il adressait à sa mère, ne consacrait pas un seul mot à son père. Que M. Daudet se souvienne enfin du geste de son fils se tenant devant la geôle de Germaine Berton, celle qui avait essayé de le supprimer, lui, Léon Daudet.

« Non, vous n'avez pas le droit, M. Daudet, d'écrire à mon Philippe en parlant de votre fils, car (et vous me forcez à le répéter) celui que vous n'avez pas su garder, vivant, nous vous interdirons de vous l'approprier, mort. Ah ! vous nous dites que s'il vivait encore il vous « ordonnerait de continuer sans faiblesse et sans défaillance pour l'individu qui la mérité le moins. Bien entendu, si l'il vivait encore, Philippe Daudet réaffirmerait son arme dans sa main pour châtier vos infâmes.

Les comparses
Une grande partie de la presse a publié ces jours-ci des articles tendancieux au sujet de la note écrite par Philippe Daudet au Havre. D'après ces articles, Philippe Daudet n'aurait envoyé directement au Havre la note en question. Cette version est totalement faussée. La note de Philippe Daudet m'a été remise par lui le vendredi matin, 23 novembre, en même temps que

les manuscrits de ses poèmes. On cherche vainement à me faire dire ce que je n'ai pas dit.

Dans son papier, Maurice Pujol prétend que Philippe Daudet est revenu au Libertaire le samedi 24 novembre. Il se base sur ce fait que l'on a trouvé sur Philippe la somme de 83 francs, au moment de sa mort, alors que le matin même il était sans argent et obligé d'emprunter 35 francs Charles d'Arny. Comme d'habitude, l'objection de Pujol est enfantine. En effet, même si Philippe (jeune homme inconnu à ce moment) était revenu me trouver samedi au Libertaire quel intérêt aurait-il à cacher à l'heure actuelle, M. Pujol ? Mais Philippe n'est pas revenu le samedi et je ne l'ai plus revu. J'ignore où mon jeune camarade a pu se procurer l'argent qu'il possédait.

« A-t-il vendu son pardessus ? Je le crois. Le chauffeur affirme qu'au moment où il a pris Philippe dans son taxi, le jeune homme n'avait pas de pardessus. Cette thèse me semble la vraie. Mais les camelots du roi prétendent que Philippe n'avait jamais quitté son pardessus et que ce dernier a été enregistré à l'hôpital. A la Police Judiciaire ou m'a fait voir le pardessus. Il ressemble certainement à celui que portait Philippe quand il est venu au Libertaire. Mais on comprend facilement que d'une part je n'avais pas examiné sur tant de copies des pardessus de l'incriminé et que, d'autre part, il est très facile de substituer un pardessus analogue au disparu, quand on s'appelle M. Léon Daudet et qu'on a des amis qui s'introduisent furtivement dans les garages.

« Quant aux cent francs déposés au Libertaire, ils sont tenus à la disposition de la famille.

L'annexe de la rue de Rome, L'Echo de Paris s'étonne que les papiers aient pu m'être confiés par Philippe Daudet. Caudet ! candeur de ces pauvres gens, ignorant qu'une affinité d'esprit peut faire naître entre deux êtres une intimité cent fois plus profonde que des mois et des années de promiscuité avec des individus plus ou moins abjects. Ne croyez-vous pas, MM. Daudet, Maurras et Pujol ? Quant aux manuscrits des « Parfums maudits », je donne le démenti le plus formel à l'Echo de Paris : ils m'ont été donnés et non confiés par Philippe Daudet.

Constatations
En somme, après enquêtes judiciaires, médico-légales, etc., il est établi que plusieurs des points que l'on nous contestait sont exacts. Il est avéré que Philippe Daudet était bien au Havre le mardi 20 novembre, ainsi que je l'avais annoncé dans un des précédents numéros du Libertaire. En second lieu, l'autopsie du corps procède par les docteurs Paul, Balthazard et Socquet, a démontré que l'hypothèse du suicide était exacte et que les inventions de l'Action Française étaient totalement dépourvues de fondement.

Nous constatons par la même occasion que, par la faute de la police qui perquisitionne chez nous et laisse le champ libre aux camelots, un inconnu d'Action Française s'est introduit dans le garage où se trouvait le taxi du chauffeur Bardon, pour le maquiller. D'autre part, René de Sarte et une bande de camelots ont escorté jusqu'à l'instruction un témoin mystérieux dont profitent les gens d'Action Française pour bluffer et imposer.

D'où vient la douille
Nous lisons dans la Liberté :

« Il est intéressant de savoir si elle (la douille) est du même calibre que l'arme, car, fait assez singulier et troublant, cette douille fut trouvée après coup, c'est-à-dire après que le chauffeur eut nettoyé sa voiture, quelques heures après le drame. Or, Baljol n'aurait pas manqué de la ramasser s'il l'avait perçue lors du nettoyage. »

Ainsi, quelqu'un est venu visiter le taxi, quelqu'un est venu déposer dans ce taxi une douille de revolver. Dans quel but ? C'est cela que nous voulons savoir. Car qui aurait en intérêt, à part les camelots du roi, à déguiser les faits.

Nous exigeons donc que lumière soit faite sur ce point.

Qui donc, au service de l'Action Française, a déformé la vérité ?

Georges VIDAL.

Une nouvelle sensationnelle au Havre

Nous apprenons, en dernière heure, que notre camarade Philippe Daudet, au cours d'une course qu'il fit au Havre en taxi, conversa avec le chauffeur Lefèvre. Ce dernier, se doutant de l'identité de son client, écrivit à Léon Daudet et ne reçut d'autre réponse que :

« Autre fait important : Philippe Daudet a tenté d'acheter un revolver, au Havre, chez l'armurier Gardin, 103, rue Victor-Hugo.

Nous attendons de nouvelles révélations.

